





11 ARTICULATIONS

Articulations est un dossier composé d'interviews, d'analyses contribuant aux débats traversant l'actualité politique, sociale, culturelle et économique.

Des points de vue contradictoires d'acteurs ou d'observateurs impliqués de près qui permettent à chacun de se forger ses propres convictions et de se mêler de ces questions qui nous concernent tous.

DROITES EXTRÊMES NE PAS BAISSER LA GARDE

Fondamentalement, le programme de l'extrême droite n'a pas changé. Anti-syndicaliste, anti-mutuelliste, anti-associatif, il repose sur trois axes idéologiques : l'autoritarisme, le populisme et le « nativisme ». Pourtant constate Jean Faniel, Directeur Général du CRISP, les initiatives « d'attaque frontale » visant à « décortiquer » son programme s'essouffent. Cette stratégie a certes fait ses preuves par le passé. Et si le politique a comme responsabilité de donner aux électeurs des perspectives sociales, économiques et culturelles, le secteur associatif doit veiller à ne pas baisser la garde. Pour Jean-Yves Camus, chercheur à l'IRIS et à l'Observatoire des radicalités politiques à la Fondation Jean-Jaurès, l'autre rôle des associations dans la lutte des extrêmes est de recréer du lien social, grâce au développement de pratiques innovantes de la démocratie participative, au plan local.

Dossier réalisé par Jean-Luc MANISE

Toutes nos analyses sont disponibles
sur le site **www.cesep.be**

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

ELECTIONS EUROPÉENNES : UNE MAJORITÉ EN FAVEUR DE LA SORTIE DE L'UE ?

Jean-Luc MANISE

La votation suisse en faveur d'une limitation de l'immigration conforte les thèses des eurosceptiques qui font de la lutte contre l'immigration et du retour à la primauté nationale les deux principaux thèmes de campagne des prochaines élections européennes. Pour Jean-Yves Camus, spécialiste des nationalismes et extrémismes en Europe, l'enjeu est clair : le prochain Parlement européen sera-t-il dominé par des formations qui souhaitent la sortie de l'UE ?

« Je ne leur prédis pas une majorité mais sans doute auront-ils un poids jamais atteint dans la nouvelle assemblée. » **Jean-Yves Camus** est politologue, chercheur à l'IRIS et à l'Observatoire des radicalités politiques à la Fondation Jean-Jaurès. « Il existe incontestablement une montée du mécontentement envers la manière dont l'Union européenne fonctionne. Le reproche qui lui est fait est double. D'une part les eurosceptiques, d'extrême-droite ou non, se plaignent de ce que les Etats ont perdu leur souveraineté, y compris en matière économique et financière. D'autre part, nombre d'européens de toutes convictions reprochent à l'UE de n'être qu'un espace de déploiement du libéralisme, dans une période de mondialisation dérégulée qui entraîne le dumping social, les délocalisations, le chômage et les licenciements pour convenance boursière. Il faut ajouter, en Europe de l'est, que l'entrée dans l'UE a eu un coût

social à la fois brutal et violent, dans des pays où l'habitude était que l'Etat régule tout. Ceci étant, et on vient de le voir avec la Suisse, des pays non intégrés à l'UE peuvent parfaitement connaître des mouvements nationaux-populistes très forts, tout comme en Norvège. Et un pays comme le Portugal, pourtant très touché par la crise, n'en connaît pas. Tout est affaire de contexte national, de traditions idéologiques et politiques ».

CASSER LA MACHINE À FABRIQUER DE L'AUSTÉRITÉ

Jean-Yves Camus : « Beaucoup d'acteurs politiques européens misent sur le fait que le prochain président de la Commission devrait être plus ou moins directement élu par le Parlement. Ils estiment que cela renforcera la légitimité démocratique de la Commission, qui est actuellement nulle. Ils y voient une incitation à la participation électorale et un frein à la montée des extrêmes. Je suis très dubitatif. En effet, outre que les électeurs se prononceront essentiellement sur des enjeux nationaux, la question n'est pas de savoir qui dirigera la Commission mais pour faire quoi. Or tant que l'objectif prioritaire demeure d'imposer aux Etats un plafond de dépenses, donc une maîtrise du déficit budgétaire, qui interdit toute politique de relance, l'image de l'Europe restera celle

d'une machine à fabriquer de l'austérité. Il ne suffit pas de dire qu'on a pour priorité de "fabriquer de la croissance et de l'emploi". Le vrai débat, comme actuellement en France autour du pacte de stabilité, c'est de déterminer si l'orientation idéologique de la politique européenne, qui consiste à miser notamment sur des incitations données aux entreprises pour créer de l'emploi, fait effectivement baisser le chômage ».

QUITTER L'UNION

SVI : A ce niveau, y-a-t-il un consensus entre les différentes droites extrêmes Européennes ?

Jean-Yves Camus : « Le socle commun existe. C'est la volonté de résoudre les problèmes économiques, politiques et sociaux dans un cadre purement national, donc en quittant l'UE ou en la transformant en Europe des Nations. Découle de cela une volonté de revenir à un certain protectionnisme et maîtriser les flux migratoires, y compris intra-européens, en remettant en cause le principe de libre circulation et de l'espace Schengen. En limitant l'immigration, voire en l'interdisant, les mouvements nationaux-populistes pensent se débarrasser de ceux à qui ils attribuent la responsabilité du chômage et du déficit des comptes sociaux. Vient s'ajouter à la dimension économique du programme anti-immigration, le rejet du multiculturalisme et en particulier, de la présence de l'islam en Europe. Enfin existe un sentiment que les élites trahissent le peuple, que la démocratie représentative n'est plus adaptée et doit être remplacée par la démocratie directe, d'où l'engouement pour le système suisse des votations. Ensuite comme je l'ai dit, ce sont les traditions politiques nationales qui font la différence. Admettons d'une manière générale qu'en Europe de l'est, la continuité entre l'extrême-droite contemporaine et celle d'avant 1939 est bien plus forte qu'en Europe occidentale ».

ENTENDRE LES PEURS

SVI : Droite extrême, droite dure, populisme : quelles différences, quels points communs ? Faut-il tout rejeter en bloc ?

Jean-Yves Camus : « Le populisme, c'est le sentiment que les élites, les « gros » accaparent le pouvoir à leur profit et au détriment du peuple. Idée que l'on retrouve aussi bien à gauche qu'à droite, et aux deux extrêmes. Le national-populisme introduit une dimension ethnique, discriminante : le « eigen volk eerst » du Vlaams Belang montre bien cette dimension. On peut par exemple reprocher son populisme au PTB, mais la dimension ethnique en est absente. La distinction entre droite dure et extrême est question d'attitude par rapport au consensus démocratique : la première demeure à l'intérieur, la seconde le remet en question. Le PP, la NVA, la liste Dedecker, sont peut-être des droites dures mais elles restent démocratiques. Le Belang est un peu au milieu du gué ».

SVI : Faut-il rejeter tout en bloc ?

Jean-Yves Camus : « Il n'y a pas de compromis possible avec le racisme, l'antisémitisme, la démocratie pluraliste. Mais diaboliser les électeurs de ces formations ne sert à rien, sinon à renforcer leur sentiment d'être des exclus. Les peurs qu'ils expriment, la réalité de leur situation doivent être entendus ».

FLIRT AVEC LE FN FRANÇAIS

SVI : Le FN français a des contacts réguliers avec d'autres mouvements d'extrême droite européenne. Lors des prochaines élections, Marine Le Pen soutiendra officiellement le Vlaams Belang francophone à Bruxelles : y-a-t-il beaucoup d'exemples de cette mise en réseau ? La coordination des extrêmes droites européennes est-elle à l'ordre du jour ?

Jean-Yves Camus : « Elle l'a toujours été, en particulier parce que la constitution d'un groupe au Parlement européen offre des avantages matériels et une visibilité. Toutefois les groupes en question ont assez rapidement explosé, du fait d'agendas politiques divergents, voire de contentieux nationaux persistants. Pour l'instant, Marine Le Pen cherche à se rapprocher des formations les plus mainstream, tel que le parti hollandais de Geert Wilders et à s'éloigner des plus radicales, comme le Jobbik hongrois. Avec le VB, elle siège au sein de l'Alliance européenne pour la liberté (AEL), plus modérée que l'Alliance européenne des mouvements nationaux (AEMN) impulsée par son père et Bruno Gollnisch. Elle n'a guère d'autre possibilité que de soutenir le VB, y compris à Bruxelles, puisque l'encéphalogramme de la droite radicale en Belgique francophone est totalement plat ».

RECRÉER DU CLIVAGE IDÉOLOGIQUE GAUCHE-DROITE

SVI : Y-a-t-il des stratégies particulières développées par les gauches pour contrer la montée de l'extrémisme ? Y en a-t-il qui fonctionnent ?

Jean-Yves Camus : « On connaît d'abord les stratégies qui ne marchent pas : la démonisation ; la comparaison outrancière avec

les années 30 et aussi la croyance erronée dans la nature transitoire du phénomène national-populiste, alors qu'il est

une force politique importante depuis plus de 30 ans. En ce qui concerne les stratégies qui fonctionnent, aucune n'est une recette miracle mais la meilleure reste encore de

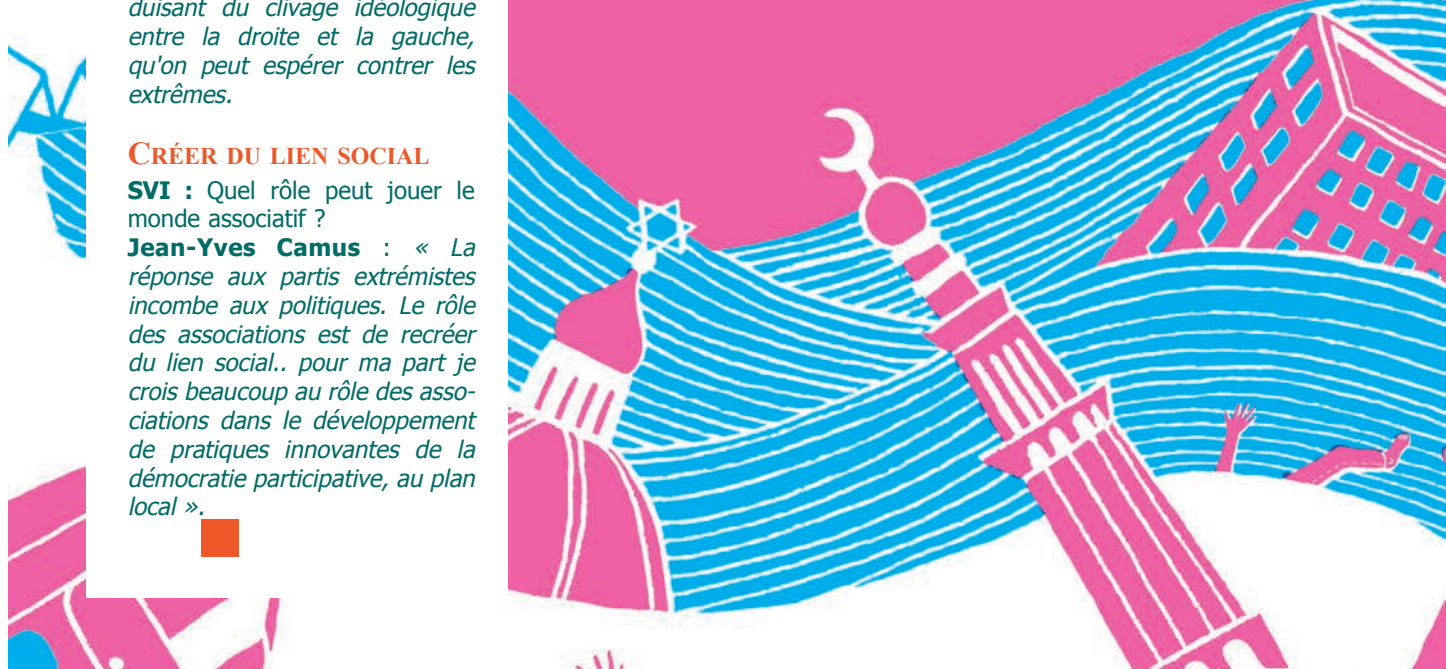
rompre avec la pratique d'une gauche purement gestionnaire et de revenir à l'élaboration d'une vision du monde, d'un projet de transformation sociale, réaliste certes, mais qui aille dans le sens d'une reconquête par la gauche du leadership dans le débat d'idées. De même, la « course-poursuite » avec les idées des nationaux-populistes n'a jamais permis aux droites libérale ou conservatrice de regagner du terrain électoralement. Au contraire, l'électeur, selon la formule de Le Pen, « préfère toujours l'original à la copie ». C'est en réintroduisant du clivage idéologique entre la droite et la gauche, qu'on peut espérer contrer les extrêmes.

CRÉER DU LIEN SOCIAL

SVI : Quel rôle peut jouer le monde associatif ?

Jean-Yves Camus : « La réponse aux partis extrémistes incombe aux politiques. Le rôle des associations est de recréer du lien social.. pour ma part je crois beaucoup au rôle des associations dans le développement de pratiques innovantes de la démocratie participative, au plan local ».

C'est en réintroduisant du clivage idéologique entre la droite et la gauche, qu'on peut espérer contrer les extrêmes. (...) La réponse aux partis extrémistes incombe aux politiques. Le rôle des associations est de recréer du lien social.. pour ma part je crois beaucoup au rôle des associations dans le développement de pratiques innovantes de la démocratie participative, au plan local



LE VIRAGE SOCIAL DE LA DROITE RADICALE EN EUROPE

Jean-Luc MANISE

Dans les extrêmes, c'est la droite radicale qui a le vent en poupe. Elle parle à l'homme de la rue avec ses sentiments à lui. Elle parle à sa femme et à ses enfants. Aux homos et aux juifs aussi, s'il le faut vraiment. Finalement et à part aux islamiques, elle parle à tout le monde car elle veut le pouvoir. Pour l'avoir et c'est de bonne guerre, elle incendie les pouvoirs politiques en place tout en épousant leur grammaire organisationnelle. Paradoxalement, l'extrême-droite veut faire partie des élites qu'elle rejette pour diriger la nation et le peuple « à sa façon ».

Les essais de typologie des extrêmes-droites européennes sont nombreux. Celle d'Elisabeth Carter se base sur cinq catégories : néo-nazi, néo-fasciste, xénophobe autoritaire, xénophobe néo-libéral et populiste néo-libéral. Cas Mudde identifie lui les courants « à succès » de l'extrême-droite et jette un éclairage sur les trois piliers idéologiques d'une « droite radicale et populiste » qui progresse de façon sensible dans l'Union européenne : le populisme, l'autoritarisme et le « nativisme ». Son analyse est reprise dans de nombreux travaux, dont le master de Laude Ariane « Droite populiste et radicale : un état des lieux sur un phénomène singulier en Union Européenne ».

LA TYPOLOGIE MUDDÉ

Nativisme, c'est à dire né de la nation. Le nativisme peut se définir comme une combinaison de la xénophobie et du nationalisme. Il repose sur la conviction que la nation ne devrait être habitée que par les membres d'un groupe de natifs, les autres étant perçus comme des menaces. Dans la même ligne, Kristina Boréus évoque la croyance en la supériorité nationale et une détermination qui exclut les non natifs, les non ressortissants vivant dans un pays qu'ils empêchent par leur présence de renouer avec un âge d'or mythifié. Ceux-ci, leurs idées et leurs pratiques culturelles sont considérés comme un danger pour l'homogénéité de l'Etat Nation. Qui sont les ennemis de ces natifs ? Les étrangers, qu'ils soient issus de l'immigration ou d'une minorité ethnique. Avec des cibles de prédilection : les juifs, les roms et l'Islam.

LE VIRAGE SOCIAL DE L'EXTRÊME-DROITE

L'hostilité à l'Islam est devenue ces dernières années une composante essentielle du discours de l'extrême-droite. **Robin Wilson et Paul Hainsworth** : « *Les partis d'extrême-droite qui ont remporté les scores les plus importants en Europe occidentale en sont arrivés à externaliser leur xénophobie intrinsèque : ce n'est pas « nous » qui sommes racistes, ce sont*



« eux » les musulmans, qui sont la source de l'intolérance ». En 2010, le BNP proposait de mettre en place un « contre-jihad » afin de confronter la colonisation islamique de la Grande Bretagne. La préférence nationale est associée au chauvinisme social refusant la protection sociale aux parasites étrangers. C'est Bertz qui qualifie ce tournant de « virage social » de l'extrême-droite. *« Cette volte-face permet par exemple d'expliquer selon Watcher la capacité du Fpö de s'attirer le soutien de la classe moyenne. Etant presque au coude à coude avec le Parti Socialiste dans les sondages, le Fpö reçoit un soutien qui n'est aucunement confiné aux « perdants de la mondialisation ».*

LE PEUPLE, C'EST NOUS

L'autoritarisme est le second pilier de l'idéologie d'extrême-droite. Si les partis d'extrême droite veillent à ne pas franchir la ligne rouge des principes démocratiques, l'ordre est pour eux la base de la liberté. **Laude Ariane** : *« Ils ont ainsi une conception d'un Etat dur et répressif, condamnant toute déviance, qui privilégie « l'intérêt collectif aux dépens de l'agir individuel. Le troisième pan de l'idéologie d'extrême-droite est le populisme. Il y a le peuple d'un côté, l'élite dirigeante de l'autre. Et le parti est l'incarnation du peuple contre les élites, traîtres de la nation. Leur mission est de rétablir la démocratie directe, en s'appuyant, résume Cas Mudde, sur le plébiscite, la personnalisation du pouvoir et la primauté du politique. Le plébiscite, c'est la multiplication des appels au référendum pour rendre la parole au peuple. On doit pouvoir consulter le peuple sur tous les sujets. En écho à cette thèse, l'extrême-droite a joué un rôle important dans l'instauration du référendum d'initiative populaire en Suisse ».*

UN POUVOIR FORT

Sur le terrain, l'extrême-droite est en faveur d'un pouvoir fort. **Laude Ariane** : *« La vision du pouvoir est moniste, il doit être unitaire. Le pluralisme et les institutions intermédiaires séparant le*

gouvernemental du peuple sont vus avec une grande suspicion. Et, dans la foulée, la femme ou l'homme politique est élu en tant qu'élus absolu de la voix du peuple à la primauté sur tout. Ainsi, même la loi ne peut soumettre la volonté populaire. « Si la loi va à l'encontre du peuple et des notions généralement acceptées de justice, alors ce n'est pas la loi. La seule chose à faire est de la briser pour le bien de la majorité », s'exprime ainsi le leader du parti polonais Samoobrona cité par Ariane. L'extrême-droite s'est installée avec délectation dans les pantoufles de l'anti-système en seul représentant politique crédible du bon sens populaire auquel les élites sont, par définition, inaudibles. D'où le rejet officiel du néofascisme et du néonazisme pour des organisations qui s'adressent avec un ton de confiance et de connivence à l'homme de la rue.

APPRENDRE LE MÉTIER

Le fait que les partis politiques traditionnels ne parviennent plus à satisfaire leurs électeurs a ouvert des espaces à des mouvements sociaux nouveaux. Les représentants de leurs partis se sont emparés des électeurs des partis traditionnels, et l'extrême-droite en a fait de même. **Paul Hainsworth et Robin Wilson** : *« Dans un tel contexte, les partis qui ont émergé étaient différents des vieux partis néofascistes et en mesure d'en assurer un soutien. Il y a aussi et peut-être surtout le talent à se transformer en organisation politique structurée, comme le montre par l'inverse l'extrême-droite francophone belge. Comme toute organisation, il importe de choisir un chef charismatique, d'organiser le recrutement, la formation et la socialisation des candidats. En un mot, les partis d'extrême-droite ne sont pas de simples spectateurs passifs qui captent les opportunités politiques qui se présentent sur leur chemin. Ceux qui ont réussi sont ceux qui ont été capables de s'organiser et de saisir les opportunités et d'exploiter les niches existant dans le système politique et de parti de leur propre pays. Ils doivent « proposer un attrait approprié qui tire parti du moment et exploite la faiblesse stratégique des partis existants ».*

RECRÉER LES CLIVAGES DROITE-GAUCHE

Et le fait est, qu'ils prospèrent depuis que les partis traditionnels sont arrivés à une convergence en terme de politiques et de pratique. **Robin Wilson et Paul Hainsworth** : « A cet égard, Kitschelt attire l'attention sur les expériences de l'Autriche, des Pays-Bas, de la Suisse et de la Belgique. La convergence permet aux partis d'extrême droite (et à d'autres) de dépeindre les gouvernements de gauche et de droite traditionnels comme étant fondamentalement « les mêmes » et ils insistent par conséquent sur la nécessité de les confronter à des perspectives alternatives plutôt qu'à une alternance sur des questions telles que l'immigration et l'intégration européenne, à la criminalité. L'avènement de la social démocratie, la voie « médiane » entre la gauche et la droite, adoubant la mondialisation néo-libérale a ouvert un boulevard pour des partis d'extrême-droite qui peuvent se présenter comme les seules forces anti-establishment. « L'abandon de l'idée selon laquelle la gauche affronte le capitalisme et qu'elle est distincte de la droite en raison de sa poursuite de l'égalité a rendu le champ libre à l'extrême-droite. Cet héritage continue à faire des émules, étant donné que sur l'ensemble du continent européen, les socio-démocrates sont incapables d'exprimer clairement une critique forte de la crise du capitalisme depuis 2008. Pourtant, à y regarder, l'extrême-droite n'a pas d'alternative à proposer. Dewinter garde la plupart du temps le silence sur les questions économiques à l'exception de remarques populistes sur les grecs où l'habituelle stigmatisation l'emporte ».

PIÉGÉE PAR SON PROPRE DISCOURS

Et lorsque l'extrême-droite arrive au pouvoir, elle franchit le rubicon et se piège à son propre discours : « Tous les partis entrés au gouvernement avec un fort score électoral ont vu celui-ci chuter de manière impressionnante lors du scrutin suivant. Ainsi, le FPO est entré pour la première fois dans une coalition gouvernementale en 2000, suite à un score de 26,9 % et a vu celui-ci passer à 10 % en 2002. Alors que le parti s'était fait élire sur la base d'une promesse d'un changement économique radical qui favoriserait les petits entrepreneurs tout en protégeant les « faibles et les défavorisés », le ministre des finances issu du FPO a dû mener une série de mesures fiscales très dures, ainsi que de très grandes réformes néo-libérales, dont les retombées ont gravement touché la base électorale du FPO, à savoir les « faibles et les défavorisés » auxquels il promettait sa protection. Le SNS quant à lui a obtenu un score de 5,1 % en 2010 alors qu'il avait réussi à entrer dans la coalition gouvernementale de 2006 avec 11,7 % de suffrages exprimés. Nous pouvons prendre l'exemple de la chute électorale du parti polonais LPR qui est entré dans la coalition gouvernementale avec 7,97 % et a obtenu 1,28 % au scrutin suivant ».

6 MOYENS DE LUTTER

Globalement Goodwin identifie six façons possibles de réagir aux extrémismes populistes : les exclure, désamorcer leur message, adopter dans une certaine mesure leur rhétorique et leur politique, les confronter avec des principes, se tourner davantage vers les gens de la base et faire appel à un travail de proximité, encourager le dialogue parmi les différents groupes à un niveau interculturel. Sa conclusion ? Les réactions les plus efficaces seront celles qui privilégieront le niveau local, où le travail auprès des électeurs et le dialogue entre les différentes communautés constituent une perspective réaliste et peuvent se forger autour d'expériences vécues et de circonstances partagées.

Source & Infos

Laude Ariane, Droite populiste et radicale : un état des lieux sur un phénomène singulier en Union Européenne. Université Lumière Lyon 2
Institut d'études politiques de Lyon – 06/09/2011

Carter Elisabeth (2005). L'extrême-droite en Europe Occidentale : réussite ou échec ? Manchester University Press

Cas Mudde The Ideology of the extreme right Manchester University Press

Paul Hainsworth et Robin Wilson. Les partis d'extrême-droite et leur discours en Europe : un défi de notre temps. Robin Wilson et Paul Hainsworth. Réseau européen de lutte contre le racisme. Mars 2012

Goodwin Mathew 2011 La réponse appropriée comprendre et contrecarrer l'extrémisme populiste en Europe. London : a Chatham House Report

QUAND LE FN MET L'EXTRÊME-DROITE FRANCOPHONE À LA PORTE

Jean-Luc MANISE

Le Vlaams Belang est le seul partenaire officiel du Front National français qui assène un monumental camouflet à une extrême-droite francophone plus divisée que jamais.

Aux élections législatives de 2003, le VB s'était déjà présenté dans le Hainaut avec une liste électorale de 19 candidats. Il avait obtenu 0,7 %, pour 7 % pour le Front national wallon. Aujourd'hui, celui-ci a imploré et le VB peut espérer capter une partie de l'électorat protestataire et affaiblir les micro-partis d'extrême « locaux ». C'est le sens de la liste « Balayons les ordures politiques » qui devrait être déposée sur les terres de di Rupo. Et C'est le même scénario qui devrait se jouer à Bruxelles avec le soutien officiel d'une locomotive : Marine Le Pen. La présidente du Front National français se dit en phase avec le programme séparatiste du VB. Pour elle, la Belgique est la preuve de l'échec du multiculturalisme. La Flandre doit devenir un état indépendant et la Wallonie a vocation à se rattacher à la France. En avril, Marine Le Pen devrait participer à un meeting du VB dans la capitale et tourner encore un peu plus le dos à l'extrême-droite francophone, considérée comme ringarde, divisée et non professionnelle.

FÉDÉRER LES COURANTS

Manuel Abramowicz, rédacteur en chef du magazine *Resistance* : « *Le FN wallon a échoué dans sa tentative de fédération des différents courants d'extrême-droite. A l'inverse de la Flandre, de la France, de l'Allemagne et des pays scandinaves, le paysage de l'extrême-droite francophone est atomisé depuis l'auto-dissolution du FN réalisée à la demande expresse de Marine Le Pen.* ». *Le Front National wallon a été*

L'extrême-droite francophone repose sur deux piliers. Il y a ceux que l'on pourrait appeler les belgicains, qui revendiquent une Belgique unitaire. (...) Le régionalisme wallon constitue le deuxième pilier. Ni rattachistes ni confédéralistes, ses membres mettent en avant la Wallonie.

créé par Daniel Féret en 85. Il a réussi une première percée électorale en 88 avec l'élection d'un premier conseiller communal, confirmée en 89 avec l'élection de deux députés régionaux. A ce moment, Féret travaillera à rassembler l'ensemble des courants de l'extrême-droite, des néo-fascistes et des néo-rexistes au Parti Libéral Chrétien en passant par Nouvelle .

droite. Le parti attirera aussi des transfuges du PSC et du PRL comme Roger Nols, Charles Pire et encore Charles Petijean ». Mais des conflits internes vont laminer le FN.

CONFLITS INTERNES

Pascal Dewit, professeur de sciences politiques à l'ULB : « En dépit d'élections porteuses – européennes de juin 1994, communales d'octobre 1995 et nationales et régionales de mai 1995, l'évolution du FN est émaillée de conflits internes dont l'ampleur s'est accrue depuis les succès électoraux du parti. Ces conflits se soldent fréquemment par des exclusions ou des départs. Après les élections communales de 1994, Patrick Sessler, un ancien du PFN et un temps l'idéologue du FN, constitue avec d'autres élus bruxellois l'Alliance radicale. En Wallonie, Joseph Franz a constitué un temps le parti Droite nationale. Enfin, Marguerite Bastien, une des deux élus à la Chambre en 1995, a été expulsée du FN. Elle décide de créer un nouveau « Front national ». Une décision de la conférence des présidents de groupe de la Chambre l'a privée de l'utilisation de cette appellation. Bastien a de la sorte renommé son parti : Front nouveau de Belgique ».

CONVENTION DE BON TON AVEC LE FN FRANÇAIS

Pascal Dewit : « Et puis il y aura la tentative de putsch de 2007 avec l'essai de renversement de son président fondateur Daniel Feret par Michel Delacroix qui va finir par se retirer et créer un Front National rénové. Longtemps divisé en deux entités revendiquant le même nom, le Front National belge s'était « réuni » au printemps 2010 en vue des élections législatives anticipées du 13 juin où il n'avait pu, avec ses 33.500 voix, décrocher aucun strapontin, un résultat bien en deçà de son résultat de 2007. Un an plus tard, le torchon brûlera entre Charles Pire et Patrick Cocriamont, le premier prenant la présidence au second. On va alors se trouver devant deux formations concurrentes se réclamant toutes deux de la paternité du FN français. En fait, c'est bien Charles Pire, alors à la tête du FN « réuni » qui a signé le 28 février 2011 une convention avec Marine Le Pen et le FN français. Dans cette convention, il était stipulé que ces derniers confiaient « à Charles Pire, Président f.f. du Front National (Belgique), l'usage des noms, sigle (FN) et flamme (noire - jaune - rouge) du Front National à charge pour lui de développer le parti en Belgique francophone ». Une seconde convention fut signée, le 4 avril de la même année, pour une durée d'un an. Elle confirmait la cession d'usage du sigle FN, du nom « Front national » et de la flamme noir, jaune, rouge, à Charles Pire, en sa qualité de président du FN belge reconnu comme tel par les Français. La présidente frontiste le considérant comme une personne respectable sans liens extrémistes, racistes et anti-



sémites. La même convention mentionnait également que Marine Le Pen se réservait le droit de mettre fin à tout moment et sans préavis ni motif à invoquer, à ladite cession d'usage ».

UN PROBLÈME DE NATION

C'est ce qui sera fait le 19 janvier 2012. A ce moment, plus aucun parti ne pourra utiliser le nom « Front national », ses initiales et son emblème, la flamme tricolore. **Manuel Abramowicz** : « Nous avons enquêté sur le sujet. L'explication, c'est que deux membres de Nation siègent au bureau politique du FN dirigé par Charles Pire. Un projet de Cartel électoral FN Nation est prévu dans la perspective des élections communales de 2012 et dans la foulée des échéances de 2014. Or Nation a des liens avec des mouvements dissidents qui se sont constitués à la suite de l'arrivée au pouvoir de Marine Le Pen ». Suite à l'injonction juridique de Marine Le Pen, Charles Pire va fonder la Nouvelle Wallonie Alternative tandis que l'organisation dirigée par Patrick Cocriamont sera rebaptisée Démocratie Nationale. Le FN canal historique prendra le label de Fédération des Nationalistes Wallons. Ladite fédération a annoncé la mise en place du cartel électoral « Front Wallon » pour les prochaines élections.

LES PILIERS BELGICAINS ET RÉGIONALISTES

Manuel Abramowicz : « L'extrême-droite francophone repose sur deux piliers. Il y a ceux que l'on pourrait appeler les belgicains, qui revendiquent une Belgique unitaire. Ce sont des micro-partis qui tournent autour des restes du FN. On peut y inclure Démocratie Nationale et Nation, le parti Plus, le parti des pensionnés de la région liégeoise ou encore Nouvelle Wallonie

Alternative qui se présente comme l'alternative de défense face au rouleau compresseur de la NVA. On va les retrouver pour les élections européennes sous le nom de FN Européen. C'est un réseau qui existe en dehors du FN français et que Marine Le Pen aura peut-être plus de mal à faire condamner. Le régionalisme wallon constitue le deuxième pilier. Ni rattachistes ni confédéralistes, ses membres mettent en avant la Wallonie. Ici on va retrouver « Wallonie d'abord » et le nouveau « Front Wallon ». Dans un sondage publié en novembre de l'année passée, Wallonie d'abord était crédité de 3,1 % pour l'ensemble de la Wallonie. Un chiffre à comparer aux 2 % des précédentes élections. Cette croissance se fait sans militantisme. Wallonie d'Abord, c'est un tout groupe d'une dizaine de personnes âgées qui ne sont pas du tout actives entre les élections ».

REPLI IDENTITAIRE WALLON

« La question qui se pose est celle-ci : est-ce que ce sont les idées de l'extrême-droite qui montent ou est-ce un succès de label ? Dans les années 60 et 70, l'appellation « Wallon » n'était pas porteuse. Ici, c'est un nouveau phénomène. Face à la N-VA, il semblerait qu'un repli identitaire se forme. Le Front Wallon n'aura pas de difficulté à réunir les signatures nécessaires à la constitution de listes électorales. D'après nos informations, 9 personnes contactées sur 10 sont d'accord de signer pour le dépôt d'une liste FW. Pour un parti comme Nation par exemple, le rapport est de 1 sur 10. Et le Front Wallon compte dans ses rangs des professionnels de la politique, dont Charles PetitJean, l'ancien bourgmestre de Pont-à-Celles, un ancien PRL. Il faudra donc suivre attentivement les

résultats de ce cartel électoral qui prend apparemment langue avec différents micro-partis de droite nationale, d'extrême-droite et populistes ou dans tous les cas avec des « cadres » de ceux-ci à titre individuel. Sont notamment cités : la branche liégeoise du Nouvel Elan Wallon (NEW), le Parti des Pensionnés (PP), l'Entente Démocratique Belge (EDB) active dans la commune liégeoise de Saint-Nicolas, la Nouvelle Wallonie Alternative (NWA), les animateurs namurois du blog « Citoyenneté et Résistance » (déjà liés à la FNW) et également des membres du Front National belge (« canal historique »).



VLAAMS B : LA CHUTE ET LE SILLON

Jean-Luc MANISE

En quelques années, l'ex Vlaams Blok est passé de 24 % à moins de 10 %. Ostracisé par le cordon sanitaire mis en place par les partis politiques flamands et francophones, il a creusé un sillon dans lequel la N-VA a pu s'inscrire pour surfer sur la droitisation de la Flandre et représenter une alternative crédible. Mais il faudra encore compter lors des prochaines élections sur l'extrême-droite flamande.

En Flandre, l'extrême-droite n'a pas connu la même évolution qu'en Wallonie. En 20 ans, elle a connu une évolution et une progression dont peu de partis peuvent se réclamer en Belgique. La recette de son succès : un leader et une structure forte, un ancrage entre les thématiques classiques de l'extrême-droite -l'immigration et le sentiment d'insécurité principalement- et les préoccupations régionales flamandes d'une population de plus en plus droitisée. A cela s'ajoute la valeur travail. Les élus VB sont des bosseurs, prennent la parole, déposent des projets de loi et défendent les richesses des flamands qui ont mouillé leur chemise, face aux non-natifs, immigrés et autres wallons, qui vivent au crochet d'une Flandre menacée dans son homogénéité et sa prospérité.

COUP D'ARRÊT EN 2006

Jean Faniel, directeur général du CRISP : « C'est une extrême-droite forte qui a connu son apogée en 2004, avec un coup d'arrêt en 2006 lorsque Philippe De Winter et son équipe n'ont pas réussi à prendre la ville d'Anvers, alors qu'il avait fait de cette conquête son principal objectif. Il s'agit pourtant d'une victoire

objective. Le VB a connu une légère progression en passant de 33 à 33,51 % et globalement a vu son nombre de conseillers communaux dépasser les 700 alors qu'il en comptait 400. Ces résultats ont pourtant été considérés à l'intérieur et l'extérieur du parti comme une défaite « subjective », à cause des 35,28 % réalisés par son concurrent socialiste à Anvers. Les scores de 2006 ont confirmé cette inversion et la tendance s'est accrue en 2007, 2010 et finalement 2012 lors des élections provinciales où le Vlaams Belang est passé en dessous de la barre de 10 % ».

COPIE CONFORME, EN FRANÇAIS ÉGALEMENT DANS LE TEXTE

Et à Bruxelles ?

Jean Faniel : « Le VB est à Bruxelles le décalque exact du VB en Flandre. C'est un parti qui a connu le succès et n'est plus aujourd'hui que l'ombre de lui-même. Avec une spécificité cependant : capter une partie de l'électorat francophone. Pour former un gouvernement, il faut une double majorité dans les groupes linguistiques francophone et flamand du parlement bruxellois. A un moment donné, les partis traditionnels ont craint que le VB ne soit en mesure de bloquer les institutions bruxelloises en obtenant la majorité absolue des sièges du côté néerlandophone. Cette capacité potentielle de paralysie a pu séduire une tranche de l'électorat francophone en rupture avec les partis politiques traditionnels. D'où des initiatives dans les rangs du VB pour attirer des électeurs francophones « anti-système » en utilisant son argumentaire de base : l'immigration et l'insécu-

rité. On se souvient de l'arrivée en 1999 de Johan Demol, ex-commissaire en chef de la police de Schaerbeek qui a été à ce moment le chantre sécuritaire du VB. C'est pour contrer cette possibilité que les accords du Lambermont de 2001, entrés en vigueur en 2004, ont notamment prévu d'augmenter le nombre de sièges dévolus aux néerlandophones. Depuis, la menace s'est estompée avec le reflux du VB et Johan Demol a été exclu du VB en 2010 ».

DES CIBLES IMMIGRÉES CHOISIES

L'électorat du VB est essentiellement populaire, de type ouvrier, petit pensionné, éventuellement chômeur, pêché notamment dans les rangs du Sp.a.

Jean Faniel : « A cela s'est ajouté un électorat de catégorie sociale plus élevée, des indépendants, une population avec un certain niveau de fortune ». Ce sont les nouveaux riches flamands à la villa 4 façades et aux deux voitures dont un 4x4. « De façon symptomatique, le meilleur du VB en 2006 a été réalisé à Schoten, dans la banlieue aisée d'Anvers. Avec ses 34,7 %, il a dépassé d'une tête le cartel CD&V/N-VA. Les deux électors se rejoignent sur les politiques sécuritaires et anti-immigratoires, mais ils ne ciblent pas nécessairement les mêmes immigrés. L'électorat populaire se considère parfois en concurrence directe avec une certaine catégorie d'immigrés, notamment en terme de recherche d'emploi et d'obtention de prestations sociales. Il est séduit par l'idée que s'il y avait moins d'étrangers, il y aurait plus d'emplois pour eux. L'électorat plus huppé aurait plus comme motivation de se préserver des bandes organisées de romanichels qui viendraient piller ses belles propriétés ».

RACISTE ET FRANCOPHILE

Très vite, **Philippe de Winter** va mettre en avant les courants racistes génétiquement présents dans le Blok Flamand. « On se trouve dans le courant flamingant le plus radical avec une forte dimension raciste. On trouve dans le Vlaams Blok des anciens collabos, des gens qui admirent le nazisme et le fascisme. Ce sont des gens qui vont clairement décider de mettre en avant le racisme, exactement au même moment où en France, Jean-Marie Le Pen fait la même chose. Tout en reprenant à pleins poumons les thèses anti-francophones, le VB est largement francophile. Il va reprendre les thèses de la nouvelle droite française. Avec Alain de Benoît et d'autres, il va les traduire en néerlandais pour les populariser. Les liens idéologiques avec l'extrême-droite française sont incontestables et revendiqués. L'interview de Marion Maréchal Le Pen dans l'édition janvier-février 2014 de « Vérités Bruxelloises » s'inscrit dans cette proximité his-

torique. On retrouve par ailleurs dans les thématiques de ce numéro du VB francophone la prose du Front National français : une double page sur les syndicats, qui restent une des bêtes noires du parti, un sujet sur la criminalité de bandes organisées venues de l'Est, mixant insécurité et immigration, un article sur les minarets en Suisse, un autre consacré au terrorisme islamique et un document sur les sans-papier afghans dont une série de mouvements de gauche militent pour leur régularisation. Il y a vraiment une grande cohérence entre les axes idéologiques du FN en France et du VB ».

DÉFENDRE LE PEUPLE FLAMAND

Le VB est fondamentalement un parti nationaliste. « En France, le FN met en avant la nation. En Flandre, c'est le peuple. Il s'agit de lutter contre tout ce qui nuit au peuple flamand, avec les questions éthiques contre l'euthanasie, contre l'avortement, la dépénalisation des drogues douces, le mariage entre personnes du même sexe. Il y a évidemment tout ce qui est flux migratoire qui va venir empiéter sur le peuple flamand tout comme les wallons qui vivent aux crochets de la Flandre. Il y a cette préoccupation d'un peuple qui doit rester homogène, il y a cette idée que la richesse flamande doit être partagée entre les flamands avec une forte connotation méritocratique. S'il faut bien s'occuper un peu des nécessiteux flamands, il s'agit surtout de ne pas priver des fruits de leur labeur les flamands qui ont réussi. Le VB a des ennemis clairement identifiés. Les partis de gauche tout d'abord, la Sp.a, le PS wallon bien-sûr mais aussi Groen et Agalev. C'est aussi une lutte féroce contre les deux grandes organisations du mouvement ouvrier, les syndicats et les mutuelles. Plus largement, il y a une animosité féroce contre la gauche et toutes ses composantes, en ce et y compris le monde associatif ».

LE CORDON SANITAIRE

C'est dans les années 90 que les partis traditionnels ont mis en place ce qu'on a appelé le cordon sanitaire. Celui-ci prévoit qu'on ne forme pas d'alliances gouvernementales ou dans un collège de bourgmestre et d'échevins avec le VB, qu'on n'adopte pas de proposition de loi ou de décret déposée par le VB et, c'est un pas plus loin, qui nécessiterait l'apport de voix du VB pour passer. Voilà du côté flamand. « Du côté francophone, on a repris cette stratégie et on l'a étendue aux contacts. Il ne peut y avoir de relations avec les élus d'extrême-droite, qu'ils soient francophones ou néerlandophones. Du côté flamand, les élus se saluent, se parlent, vont à la buvette et discutent ensemble. Dans les médias flamands, le VB peut intervenir à tout moment, y compris en direct, contrairement à la RTBF et à RTL ».

L'EMPÊCHEUR DE TOURNER EN ROND

Si le cordon sanitaire a tenu, reste que le VB a fortement contribué et s'est nourri de la droitisation de la société flamande. « Deux listes se sont insérées et ont prospéré dans le sillon creusé par le VB. Celle de Dedecker et bien-sûr celle de la N-VA qui a connu un véritable envol. La N-VA tient un discours qui n'est pas raciste mais est assez hostile. Pour le VB, il n'y a pas d'égalité entre l'homme et la femme, entre l'hétéro et l'homosexuel, entre le flamand et les autres. Pour la N-VA, on est plutôt dans un discours d'assimilation. Il y a le peuple flamand, dans lequel il faut obligatoirement s'assimiler. Si vous habitez en Flandre, vous parlez flamand. Le cordon sanitaire a permis de tenir le VB à l'écart grâce à une barrière que la N-VA n'a pas puisqu'elle n'est pas une organisation d'extrême-droite. Elle a pu dès lors être considérée comme une alternative crédible, un vote utile. Elle a d'ailleurs été considérée comme un partenaire possible, voire probable dans la formation du dernier gouvernement fédéral, avant de se retirer ».

QUELS SONT LES ENJEUX DES PROCHAINES ÉLECTIONS ?

Jean Faniel : « A ce stade, si on regarde les résultats relativement constants des sondages et des résultats des dernières élections provinciales et communales 2012, fédérales 2010, européennes et communautaires 2009, on voit que le VB est sur une pente descendante et rien ne dit que cette chute ne continuera pas. Au niveau de la N-VA, depuis 2009, on constate une progression dans les années 2009-2010 puis une stabilisation dans les années 2010-2012 où elle est passé de 27,8 à 28 %. A ce stade, il est peu probable que le VB augmente fort et que la N-VA diminue également ». Le reste de l'histoire commencera à s'écrire le 25 au soir. « Une fois de plus, on va devoir compter avec le VB puisque personne ne veut s'allier avec lui mais qu'il continuera selon toute vraisemblance à disposer de sièges. Il faudra en tenir compte dans les alliances. On parle d'un gouvernement Elio di Rupo 2 qui reconduirait les majorités sortantes avec les mêmes trois partis francophones et les mêmes trois partis néerlandophones à la condition que, cette fois, ce gouvernement soit également majoritaire dans le groupe néerlandophone à la chambre ».

